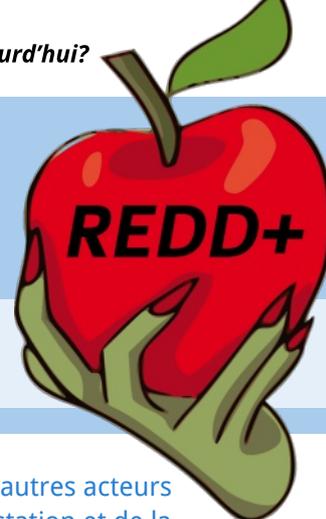


15 ans de REDD+

Cela en a-t-il valu la peine?



Il y a 15 ans, une proposition visant à compenser financièrement les gouvernements et les autres acteurs pour leurs efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts a été officiellement lancée lors de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Le programme visait à réduire de moitié la déforestation et la dégradation des forêts et, selon les estimations, nécessiterait jusqu'à 24 milliards d'euros de financement climatique pour y parvenir.¹ 15 ans plus tard, plus de 350 projets sont en cours dans au moins 53 pays, couvrant une zone de la taille du Maroc² et coûtant à ce jour au moins 20 milliards d'euros en finances publiques.³

L'idée initiale derrière «la réduction des émissions résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts et l'amélioration des stocks de carbone forestier» (REDD, et le + signifie «conservation des forêts et amélioration des stocks de carbone forestier», qui comprend la reforestation, le reboisement et la restauration des forêts) était de récompenser la conservation des forêts dans les pays en développement en créant une valeur financière pour le carbone stocké dans les forêts. Il a été avancé qu'une incitation financière sous la forme d'un paiement «basé sur les résultats» (RBP de son acronyme anglais) était nécessaire pour encourager les pays, en particulier ceux ayant des taux de déforestation élevés, à intensifier les mesures de conservation des forêts étant donné que la déforestation est

beaucoup plus rentable pour eux que la protection des forêts.

Bien que cela semble une proposition simple, REDD+ a été l'une des politiques environnementales les plus controversées qui ait jamais existé. Elle a divisé les gouvernements, la société civile et les organisations des peuples autochtones, et s'est avérée très débattue au sein même de l'ONU. Certains grands groupes de conservation continuent de célébrer le pouvoir du marché d'atténuer le changement climatique tandis que d'autres aspects de la société civile, en particulier les groupes de défense

des droits de l'homme et les organisations de peuples autochtones, voient et expérimentent cette approche comme une facilitatrice de dépossession et d'extraction de ressources, et une fausse solution à la crise climatique. Gustavo Castro de l'ONG Otros Mundos, basée à Chiapas, au Mexique, explique succinctement cette dernière position sur REDD+ : «Lorsqu'une fonction naturelle comme la respiration forestière devient un produit avec un prix, il est facile de voir qui finira par prendre le contrôle des forêts.»⁴

Méfiez-vous des contes de fées REDD+ !

En 2011, GFC a publié une série de contes de **fées modernes basés sur REDD+** afin de guider les décideurs politiques à distinguer la réalité et la fiction ainsi que pour contester les histoires préfabriquées racontées par les partisans du REDD+.

- Blanche-Neige:** REDD+ est une pomme empoisonnée
- Ananse:** la toile collante de REDD+
- Les habits neufs de l'empereur:** les raisons pour lesquelles REDD+ ne fonctionnera pas
- Kaggen:** Les escrocs de REDD+
- Rumpelstilzchen:** transformer REDD+ en or?



¹ FAO, 2017. <http://www.fao.org/3/CA0907EN/ca0907en.pdf><http://www.fao.org/3/CA0907EN/ca0907en.pdf>

² Angelsen *et al.*, 2018. REDD+: la transformation, enseignements et nouvelles directions CIFOR. https://www.cifor.org/publications/pdf_files/Books/BAngelsen1801.pdf

³ Les finances publiques s'élèvent à environ 19,4 milliards d'euros pour les activités REDD+ directes et indirectes entre 2008 et 2015. Source: Union européenne, 2018. Étude sur le financement par l'UE des activités liées à REDD+ et des paiements basés sur les résultats avant et après 2020. <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/6f8dea1e-b6fe-11e8-99ee-01aa75ed71a1>

⁴ GJEP *et al.*, 2011. Documentos NO-REDD, Volume Un, p73. <https://globaljusticeecology.org/wp-content/uploads/2011/11/noreddpapers.pdf>

Une évaluation des 10 premières années de REDD + par le Centre de recherche forestière internationale⁵ conclue que:

- La participation significative des détenteurs de droits au sein des projets REDD+ est souvent limitée, les projets ne respectent pas les principes du consentement libre, préalable et éclairé (CLIP) des peuples autochtones et accorde globalement peu d'attention aux besoins locaux.
- La plupart des stratégies REDD + ne tiennent pas compte du genre et une préoccupation limitée pour les questions de genre prévaut parmi les organisations nationales travaillant sur REDD + dans le Sud.
- La nature et le niveau de compensation ainsi que les bénéficiaires exacts de REDD+ sont encore flous.
- Bien que la question du régime foncier et des droits des peuples autochtones et des communautés locales ait joué un rôle prépondérant dans l'élaboration des politiques REDD +, peu d'efforts ont été mis en place pour garantir que les projets REDD + fonctionnent à cet égard.
- REDD + ne parvient pas à produire des résultats tangibles en termes d'amélioration de la conservation de la biodiversité et d'autres services environnementaux, ou de soutien aux moyens de subsistance et au développement économique.
- Les informations et les discours sur les moteurs du changement forestier sont souvent délibérément cachés ou négligés par des agents puissants, ce qui entrave les changements transformationnels nécessaires à la prise de décision sur l'utilisation des terres.

Les fondations fragiles qui sous-tendent REDD +

1) La valorisation du carbone au détriment de la vie encourage les plantations d'arbres et l'échange de droits d'émissions

REDD + suppose que le calcul de la contribution des forêts à l'atténuation du changement climatique consiste simplement à compter le carbone stocké dans les arbres de la forêt - *plus de carbone dans les arbres signifie moins de CO² dans l'atmosphère et donc moins de réchauffement climatique*. REDD + réduit donc les forêts à de simples puits de carbone, plutôt qu'à des écosystèmes complexes.

Comme le reconnaissent la plupart des peuples autochtones et tributaires des forêts, les vraies forêts ne sont pas seulement des puits de carbone, elles influencent également les flux d'eau, les régimes de précipitations, les températures locales et même la quantité de lumière solaire qui rebondit dans l'espace. De plus, le carbone forestier est stocké dans de nombreuses autres espèces végétales et animales et dans les sols, en plus des arbres.

Cependant, la simplification de la valeur d'une forêt par cette seule mesure du carbone permet aux gouvernements de demander facilement un montant exact de compensation financière et de vendre des crédits de carbone sur les marchés internationaux du carbone. Ces derniers ont été créés pour permettre aux pays riches, aux entreprises riches et aux consommateurs en général, de continuer à polluer en leur donnant la possibilité de «compenser» leur pollution en investissant dans un projet REDD +.

Le marché de la compensation du carbone forestier était à l'origine considéré comme une source importante de financement pour REDD +, mais comme la plupart des entreprises et des consommateurs ne sont pas obligés de réduire de manière significative leurs émissions, l'achat de compensations de carbone

forestier à grande échelle n'a pas suscité d'intérêt. En conséquence, le prix de la tonne de carbone est resté extrêmement bas. Cela pourrait changer maintenant que les compagnies aériennes ont développé un système pour compenser les émissions importantes causées par l'aviation avec REDD + et d'autres projets, bien que la pandémie de coronavirus en retarde l'impact.⁶

Un autre problème est qu'en se concentrant uniquement sur le carbone stocké par la croissance des arbres, REDD + donne la priorité aux arbres à croissance rapide par rapport à tous les autres éléments d'un écosystème forestier complexe. En fait, l'un des gros problèmes du programme est qu'il utilise une définition des forêts qui inclut les plantations d'arbres en monoculture, où de vastes zones sont couvertes par une seule espèce d'arbre à croissance rapide. Bien que les plantations de

⁵ Angelsen *et al.*, 2018. REDD+: la transformation, enseignements et nouvelles directions CIFOR. https://www.cifor.org/publications/pdf_files/Books/BAngelsen1801.pdf

⁶ Voir par exemple: Chagas *et al.*, 2019. October 2019 Les crédits de carbone forestier devraient-ils être inclus dans des programmes de compensation tels que CORSIA? https://www.climatefocus.com/sites/default/files/Should%20forest%20carbon%20credits%20be%20included%20in%20CORSIA_0.pdf et <https://stay-grounded.org/corsia-baseline-change-aviations-climate-regulation-is-broken-beyond-repair/>

papier puissent stocker le carbone relativement rapidement, elles n'offrent aucun des avantages que procurent les vraies forêts. Ils détruisent la biodiversité et les flux d'eau et modifient les régimes de précipitations, et ils n'ont aucune valeur culturelle, avec des opportunités de subsistance très limitées pour les peuples autochtones, les communautés locales et les femmes. De plus, les plantations ne sont même pas un moyen efficace de stocker le carbone: une étude récente a montré que les forêts naturelles sont 40 fois meilleures que celles-ci.⁷



Plantation d'eucalyptus. Federica Giunta

2) Calculer la quantité de carbone stockée grâce à la conservation des forêts est difficile et coûteux

Pour qu'un paiement basé sur les résultats soit octroyé, les résultats doivent d'abord être définis de manière claire et transparente. Cependant, tenter de calculer la quantité exacte de carbone stockée dans une forêt est exceptionnellement difficile, et la suggestion selon laquelle les projets REDD + peuvent rapporter, vérifier et surveiller avec précision et facilité les stocks de carbone forestier est tout simplement fausse. En pratique, il s'agit également d'un processus très coûteux, ce qui signifie que les projets REDD + coûtent bien plus que les projets ordinaires de conservation des forêts. La plupart de ces coûts supplémentaires sont consacrés à des consultants et à des compteurs de carbone experts, plutôt qu'à soutenir les peuples autochtones, les communautés locales et les femmes qui conservent réellement les forêts.⁸

En outre, le calcul de la quantité de carbone stockée grâce à la conservation des forêts présente trois complications principales, qui ont été

reconnues mais jamais vraiment abordées par les décideurs REDD +:

a) Permanence: Le carbone est toujours stocké temporairement dans les arbres car il est finalement relâché dans l'atmosphère lorsque l'arbre meurt, est abattu ou brûlé lors d'incendies de forêt de plus en plus graves. Cela signifie que les projets REDD + ne peuvent donner que des résultats temporaires, ce qui est particulièrement problématique si ceux-ci sont utilisés pour compenser les émissions permanentes des combustibles fossiles.

b) Fuite: Bien que la déforestation puisse être évitée en un seul endroit, les projets REDD + ne sont pas en mesure d'atténuer le risque que la déforestation se déplace simplement vers une autre région ou un autre pays. Par exemple, lorsque la demande de produits de base tels que l'huile de palme et le soja reste élevée, rien ne garantit que leur production ne passera pas simplement d'une forêt protégée par un projet REDD + à une autre zone sans une telle protection.

c) Bases de référence, « niveaux de référence » et additionnalité: Il est impossible de savoir ce qui aurait pu se passer si un projet REDD + n'avait pas été lancé. Peut-être que la forêt aurait été détruite, mais elle aurait aussi pu se conserver sans l'implication de REDD +, surtout si elle se trouve dans une région éloignée ou sur des terres humides ou montagneuses. Pour croître, une forêt a seulement besoin de terres et d'une absence d'entreprises ou d'autres acteurs qui veulent la détruire. Par conséquent, il est impossible d'affirmer avec certitude que la conservation des forêts n'a été possible que grâce à REDD +. Il est également faux de supposer qu'un scénario dit «comme d'habitude» impliquerait toujours la destruction des forêts. Pour des millions de peuples autochtones, de communautés locales et de femmes, leur activité habituelle a été de vivre en harmonie avec les forêts, plutôt que de les détruire.

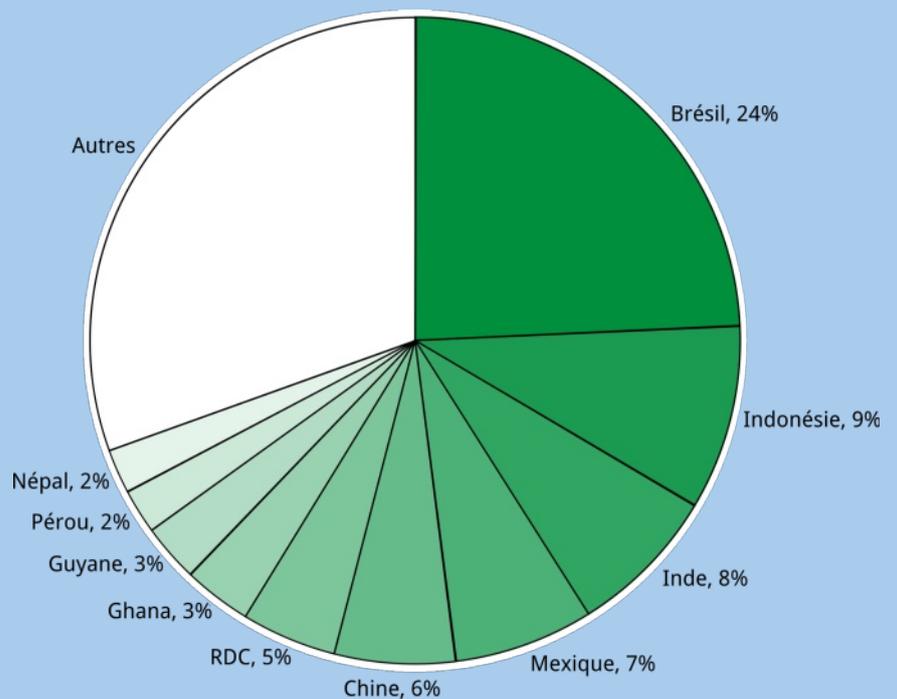
⁷ Lewis *et al.*, 2019. Restaurer les forêts naturelles est le meilleur moyen d'éliminer le carbone atmosphérique. <https://www.nature.com/articles/d41586-019-01026-8>

⁸ Lovera-Bilderbeek, 2019. Agents, Assumptions and Motivations behind REDD+: creating an international forest regime. Glos, Reino Unido, Edward Elgar Publishing, p280.

Un aperçu des projets REDD + dans le monde

En mai 2018, environ 350 projets REDD + étaient en cours dans 53 pays, couvrant une superficie estimée à 43 millions d'hectares, soit presque la taille du Maroc. Dix pays clés accueillent la plupart des projets REDD +: Brésil (48), Colombie (33), Pérou (25), Indonésie (21), Kenya (21), Ouganda (18), République démocratique du Congo (17), Chine (13), Inde (12) et Mexique (12).⁹

Le graphique ci-contre montre les dix premiers pays bénéficiaires du financement REDD + entre 2008 et 2015, qui comprend les programmes de «préparation» et les projets de conservation, mais pas les paiements plus récents basés sur les résultats.¹⁰



3) Les arbres ne poussent pas sur l'argent

REDD + suppose que les forêts ne peuvent pas être conservées sans argent, malgré les preuves que certains pays et de nombreuses organisations de peuples autochtones, communautés locales et groupes de défense des droits des femmes aux ressources financières très limitées ont effectivement réussi à conserver leurs forêts pendant des générations.¹¹ Pendant ce temps, les pays qui ont reçu le plus de financement pour la conservation des forêts continuent d'afficher des taux de déforestation incroyablement élevés. Contrairement à la croyance populaire, il n'y a pas de relation claire entre le financement des forêts et sa conservation.¹² La raison en est que les forêts ne poussent pas sur l'argent, elles poussent sur la terre. Si ces terres ne sont pas nécessaires à d'autres fins (à l'exception de l'utilisation durable des ressources

forestières par les communautés locales), les forêts peuvent être conservées sans aucun investissement supplémentaire.

Pendant des millions d'années, les forêts ont été parfaitement capables de se gérer elles-mêmes sans l'aide des forestiers ou des défenseurs de l'environnement. Même récemment, dans des régions comme le nord-est des États-Unis et l'Europe de l'Est, les forêts ont repoussé à grande échelle sans grande intervention où moins de terres ont été nécessaires, en particulier pour l'agriculture industrielle et la production de bioénergie. Cela peut sembler évident, mais la surexploitation du bois des forêts ou le défrichage pour d'autres utilisations des terres ont tendance à être les principales causes de la dégradation des forêts et du déboisement. Par conséquent, la

réduction de la demande de terres et de bois est la stratégie la plus efficace pour lutter contre les facteurs de perte de forêt.¹³

Bien entendu, les forestiers et les agences forestières d'État soutiennent l'idée que les forêts doivent être gérées et payées, car il s'agit de leur métier et occupation. De même, les grandes organisations de conservation affirment souvent qu'elles doivent être payées pour conserver les forêts. La soi-disant Coalition des Nations à forêts tropicales humides, le département des forêts de la FAO et les grands groupes de conservation de la nature ont donc été des partisans enthousiastes de la REDD + depuis le début, en tant que système qui leur paierait des millions de dollars pour ne pas détruire les forêts.

⁹ Angelsen *et al.*, 2018. REDD+: la transformations, enseignements et nouvelles directions CIFOR.

https://www.cifor.org/publications/pdf_files/Books/BAngelsen1801.pdf

¹⁰ Kim *et al.*, 2019. Centralization of the Global REDD+ Financial Network and Implications under the New Climate Regime. Forests, p16.

¹¹ GJEP *et al.*, 2011. NO-REDD Papers, Volume Un, p73. <https://globaljusticeecology.org/wp-content/uploads/2011/11/noredpapers.pdf>

¹² Par exemple, voir les évaluations de l'Initiative de résilience de la conservation communautaire (IRCC) qui ont été menées avec les peuples autochtones et les communautés locales (PACL) sur 60 sites au sein de 22 pays: <https://globalforestcoalition.org/ccri-reports/>

¹³ Lovera-Bilderbeek, 2019. Agents, Assumptions and Motivations behind REDD+: creating an international forest regime. Glos, Reino Unido, Edward Elgar Publishing, p280, and <https://globalforestcoalition.org/new-report-redd-does-not-address-underlying-causes-of-forest-loss/>

4) Aucun avantage clair pour les peuples autochtones, les communautés locales ou les femmes

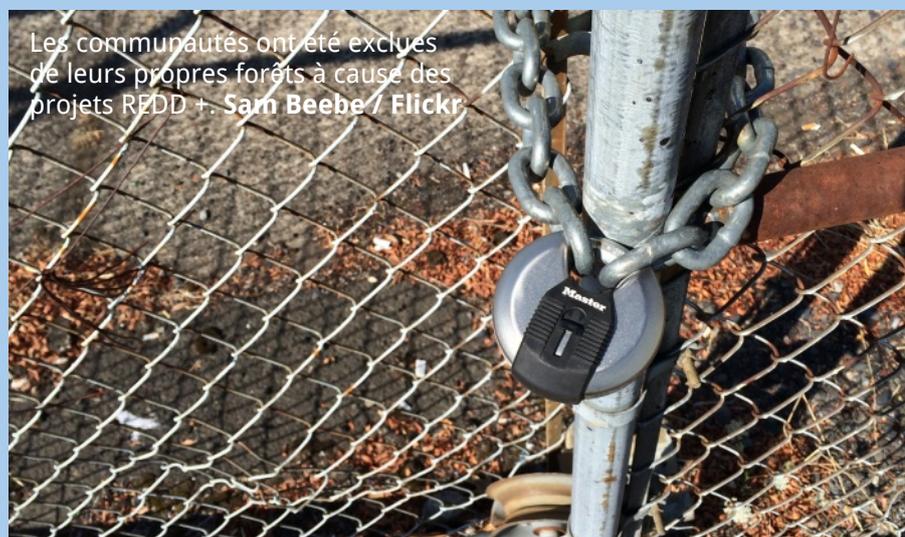
Des communautés du monde entier ont souligné que la simple protection des forêts sans respecter et protéger les droits des peuples autochtones et des autres peuples tributaires des forêts représente une menace directe pour leur mode de vie. REDD + rend attrayant pour les étrangers tels que les entreprises, les agences d'État ou les grands groupes de conservation d'ignorer les droits coutumiers des peuples autochtones, des communautés locales et des femmes, d'imposer des mesures de conservation strictes sur les terres qu'ils prétendent être les leurs et de demander par la suite des paiements pour les résultats de ces mesures de conservation. Au cours de la dernière décennie, il y a eu de nombreux rapports indiquant que les projets REDD + ont entraîné des saisies de terres, des meurtres de défenseurs de l'environnement, des expulsions violentes et des déplacements forcés, des violations des droits des peuples autochtones, la militarisation, la perte de moyens de subsistance et de biodiversité et enfin, la profanation de sites sacrés. La République démocratique du Congo¹⁴, le Ghana¹⁵, le Brésil¹⁶, le Kenya¹⁷, l'Indonésie¹⁸, L'Équateur¹⁹, le Vietnam²⁰, la Sierra Leone²¹, la Tanzanie²², le Pérou²³, la Zambie²⁴, et l'Ouganda²⁵ sont certains des pays où des violations des droits de l'homme et d'autres problèmes sociaux importants liés aux projets REDD + ont été documentés.

Conflits REDD + au Ghana²⁶

Au Ghana, les dispositifs de sécurité liés aux projets REDD + tels que les clôtures, les gardes et les patrouilles anti-braconnage ont conduit à la criminalisation des pratiques de subsistance des communautés locales, créant du ressentiment et des conflits. En rendant illégaux la recherche de nourriture, la chasse et le pâturage, les populations locales qui continuent de telles pratiques pour leur survie sont obligées de le faire secrètement causant davantage de dommages aux écosystèmes forestiers.

Le manque de participation du public à la prise de décision a également conduit à une ingérence significative de personnalités politiques puissantes. Le secteur forestier du Ghana manipule, exerce des pressions et interfère de manière significative dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques afin d'accueillir des amis et de recevoir des commissions. Les décisions ne sont pas examinées de près, ce qui peut conduire à la sélection de projets REDD + qui ont de graves impacts sociaux et environnementaux négatifs et ne profitent qu'à quelques personnes.

Un autre problème identifié comme une source de préoccupation particulière est l'incertitude entourant le régime foncier, en particulier dans les zones de culture du cacao. Cela rend les projets vulnérables à la corruption et augmente la probabilité que l'aménagement du territoire favorise des intérêts plus puissants et des élites politiques.



¹⁴ GJEP *et al.*, 2011. NO-REDD Papers, Volume One. <https://globaljusticeecology.org/wp-content/uploads/2011/11/noreddpapers.pdf>

¹⁵ Leach *et al.*, 2015. Conflits de carbone et paysages forestiers en Afrique. Routledge publishing. https://www.researchgate.net/publication/278024256_Carbon_Conflicts_and_Forest_Landscapes_in_Africa

¹⁶ Loft *et al.*, 2015. Bilan des droits carbone dans les pays candidats REDD +: le concept rencontre la réalité https://www.cifor.org/publications/pdf_files/articles/ARavikumar1501.pdf

¹⁷ CIFOR, 2017. Rights abuse allegations in the context of REDD+ readiness and implementation. https://www.cifor.org/publications/pdf_files/infobrief/6630-infobrief.pdf

¹⁸ CIFOR, 2011. DOCUMENT DE TRAVAIL, Prévenir le risque de corruption dans REDD + en Indonésie.

¹⁹ https://www.cifor.org/publications/pdf_files/WPapers/WP80Dermawan.pdf. Ver también Riggs *et al.*, 2016. Forest tenure and conflict in Indonesia: Contested rights in Rempek Village, Lombok. *Land Use Policy*. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0264837716305403?via%3Dihub>

²⁰ CIFOR, 2017.

²¹ Hoang *et al.*, 2018. «Ceci est mon jardin»: réclamations de justice et luttes pour les forêts dans la REDD + du Vietnam. *Politique climatique*

²² Leach *et al.*, 2015.

²³ *Ibid.*

²⁴ CIFOR, 2017.

²⁵ Transparence Internationale, 2016. REDD + et risques de corruption pour les forêts africaines.

https://images.transparencycdn.org/images/2016_REDDCorruptionRisksAfrica_EN.pdf

²⁶ Leach *et al.*, 2015.

²⁷ *Ibid.*

Qui finance REDD +?

d'autres incitations financières, et dans une certaine mesure par la vente de crédits de carbone forestier sur les marchés de compensation. Entre 2008 et 2015, les projets REDD + ont reçu près de 20 milliards d'euros de financements publics directs et indirects. Toutefois, le financement REDD + est extrêmement difficile à suivre, avec de faibles niveaux de transparence et de divulgation publique. Une étude récente a révélé que, en particulier pour le financement du secteur privé qui implique de nombreux instruments, y compris les fonds propres, les prêts et le crédit, le nombre de transactions est presque impossible à compter.²⁷

Le financement REDD + direct du secteur privé est relativement insignifiant par rapport au financement public et se limite à l'achat de crédits REDD + sur les marchés internationaux de carbone et d'obligations vertes, totalisant 162 millions d'euros entre 2008 et 2015. Le financement privé indirect, en revanche, est estimé beaucoup plus important que les finances publiques, allant de 22 à 70 milliards d'euros. Cela implique de nombreuses ressources financières (et parfois impossibles de retracer) qui canalisent le financement privé des pays REDD + vers des chaînes d'approvisionnement en matières premières «sans déforestation», qui comprennent le bétail et l'alimentation animale, le bois et les cultures telles que l'huile de palme, le café et le cacao.²⁸ Ce financement soutient indirectement les projets REDD +, mais étant donné les failles inhérentes aux programmes de



Les gros pollueurs fournissent une grande partie des financements publics de REDD +. **Norad / Flickr**

certification et l'erreur de «production durable» à grande échelle, il est probable qu'une grande partie de ce financement ne soit qu'une autre incitation perverse à la déforestation.

Jusqu'à présent, l'écrasante majorité des projets et politiques liés à la REDD + ont été soutenus par des subventions directes de pays donateurs ou d'organisations internationales comme la Banque mondiale ou le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). La plupart de ces subventions sont principalement utilisées pour financer des programmes de renforcement des capacités afin de rendre les pays «prêts» à demander des paiements basés sur les résultats pour les initiatives REDD +. Ainsi, dans la plupart des pays bénéficiaires, la déforestation n'a pas encore été réduite, ils n'ont été préparés à recevoir de l'argent REDD + qu'une fois qu'ils ont réduit la déforestation.

Puisque REDD + nécessite d'énormes ressources financières pour fonctionner, en partie du fait que le calcul du carbone dans les forêts est si coûteux, les mécanismes de financement multilatéraux internationaux ont été une source importante de financement. Par exemple, le programme ONU-REDD a été créé en 2008 en tant que partenariat entre la FAO, le PNUD et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) dans le

but de soutenir le développement de stratégies nationales REDD +. Le Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF) est un autre mécanisme de financement multilatéral important, financé par la Banque mondiale. Il est devenu opérationnel en 2008 et aide essentiellement les pays à se préparer à REDD +. Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a également un programme spécifique REDD +, et l'un des principaux objectifs du Programme d'investissement forestier (FIP) géré par la Banque mondiale est de mobiliser des fonds d'autres sources pour les projets REDD +. Environ 25 à 33% des financements directs REDD + sont désormais acheminés via des fonds multilatéraux gérés par la Banque mondiale, le programme ONU-REDD et le FEM.²⁹

Le Fonds vert pour le climat (FVC) est le mécanisme financier officiel de la CCNUCC, dont l'objectif est d'aider les pays en développement à lutter contre le changement climatique et à s'y adapter. En 2017, le FVC a lancé un programme quinquennal de paiements axés sur les résultats (RBP de son acronyme anglais) de REDD+ et qui investira 500 millions USD dans sa prochaine phase: le premier projet RBP a été approuvé pour financement en février 2019 et attribué au Brésil. Jusqu'à présent, six projets RBP ont été approuvés au total, cinq en Amérique latine (Brésil, Chili, Colombie, Équateur et Paraguay) et un en Indonésie.

²⁷ <https://news.globallandscapesforum.org/31436/struggling-to-follow-the-flow-of-redd-finance/>

²⁸ Union européenne, 2018. Study on EU financing of REDD+ related activities, and results-based payments pre and post 2020. <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/6f8dea1e-b6fe-11e8-99ee-01aa75ed71a1>

²⁹ Angelsen *et al.*, 2018. REDD+: la transformation, enseignements et nouvelles directions CIFOR. https://www.cifor.org/publications/pdf_files/Books/BAngelsen1801.pdf

Projets REDD + du Fonds vert pour le climat au Brésil et au Paraguay: des incitations perverses à la déforestation?

Les millions déjà accordés au Brésil et au Paraguay dans le cadre du programme REDD + RBP du FVC sont un exemple clair des effets négatifs qu'un tel processus peut avoir.³⁰ Le FVC a versé au Brésil 96,5 millions de dollars pour ses efforts visant à réduire les émissions liées à la déforestation en 2014 et 2015, malgré les niveaux de référence forestiers très gonflés qui ont été utilisés pour fausser les calculs et revendiquer les résultats. Quelques mois plus tard, en grande partie grâce au soutien du gouvernement à l'élargissement de la frontière agricole brésilienne, des incendies de forêt massifs en Amazonie ont fait en sorte que toute réduction d'émissions revendiquée partait littéralement en fumée.³¹ Parallèlement, les

communautés autochtones, paysannes et afro-descendantes et les défenseurs des droits humains ont été constamment attaqués par le gouvernement Bolsonaro, les femmes étant touchées de manière disproportionnée par les menaces qui pèsent sur les communautés forestières. Ces problèmes ne sont abordés que théoriquement par les sauvegardes et la gestion des risques mises en place par les projets REDD +, mais en pratique, ils ne peuvent pas être atténués efficacement.

Un autre programme GCF REDD + RBP récemment approuvé a été attribué au Paraguay, qui a également connu un nombre record d'incendies en 2019. Le gouvernement paraguayen n'a pas l'intention

d'arrêter les taux alarmants de déforestation actuellement enregistrés dans le pays, mais continue à promouvoir la destruction des forêts par l'entremise de son soutien politique à l'agriculture industrielle. En outre, la proposition de financement du programme RBP elle-même décrivait la présence de nombreuses failles dans la façon dont le gouvernement paraguayen surveille et calcule la quantité de carbone stockée dans ses forêts, et le manque de mécanismes de partage des avantages au sein du programme. Ceci auraient pu permettre aux femmes, aux peuples autochtones et aux communautés paysannes de se partager la récompense financière.

Projets REDD + du Fonds vert pour le climat en Indonésie et en Colombie: plus de controverses et d'opposition de la société civile

Lors de la 26e réunion du conseil d'administration du FVC en août 2020, deux autres propositions de financement REDD + RBP ont été approuvées pour un total de 132 millions de dollars. L'Indonésie a réclamé des réductions d'émissions au cours de la période 2014-2016 et demandé 104 millions de dollars, tandis que la Colombie a demandé un peu plus de 28 millions de dollars pour les résultats prétendument obtenus en 2015 et 2016. Des groupes de la société civile ont de

nouveau exprimé de sérieuses préoccupations au sujet des propositions, et une lettre ouverte³³ a été soumise au conseil du FVC: celle-ci expliquait en quoi la référence forestière et les niveaux de référence choisis étaient inexacts, et comment les deux pays ont connu une augmentation des taux de déforestation après la période pour laquelle ils réclamaient des réductions. Cette augmentation était particulièrement élevée pour la Colombie, montrant des inversions

manifestes en ce qui a trait aux réductions d'émissions obtenues. En Indonésie, les preuves montrent que les fuites sont un facteur important, où la déforestation s'est simplement déplacée vers les forêts secondaires. Un autre problème courant dans les deux pays est le non-respect des droits des peuples autochtones et des communautés locales, et en particulier de leurs droits de propriété foncière.

³⁰ <https://globalforestcoalition.org/redd-and-the-green-climate-fund-confirming-the-worst-fears/>

³¹ <https://globalforestcoalition.org/amazon-fires/>

³² <https://www.theguardian.com/world/2019/jul/26/bolsonaro-amazon-tribes-indigenous-brazil-dictatorship>

³³ <https://wrm.org.uy/actions-and-campaigns/the-green-climate-fund-gcf-must-say-no-to-more-redd-funding-requests/>

Les pays recevant le plus de financement REDD + ont encore des taux de déforestation très élevés, en grande partie en raison de la demande de produits de base comme le boeuf. **Pedro Biondi / Flickr**



Le besoin d'alternatives à REDD +

Pour de nombreuses communautés, en particulier les communautés autochtones, il est difficile de faire correspondre leurs croyances traditionnelles avec un programme d'atténuation des changements climatiques qui attribue une valeur financière au caractère sacré des éléments clés de la vie dans un écosystème forestier: l'air, l'eau, le sol et la biodiversité, puis les réduit à une simple mesure, soit le carbone contenu dans les arbres. Cette financiarisation et marchandisation de la vie, gouvernées par des personnes occupant des bureaux et échangées sur les marchés internationaux, se heurte clairement aux valeurs culturelles et à la sagesse traditionnelle des peuples des forêts.

Le financement climatique doit être investi dans des projets d'atténuation du changement climatique qui soient efficaces, efficients et équitables, mais les 15 dernières années ont montré que REDD + n'est rien de tout cela. Mettre un terme à la déforestation et à la dégradation des forêts est une priorité urgente, mais des programmes de conservation mondiaux coûteux et de nouveaux marchés pour le carbone ne sont pas

la voie à suivre pour y parvenir. Au lieu de cela, les causes sous-jacentes de la déforestation doivent être traitées en s'attaquant de front aux véritables facteurs de la perte de forêt. Cela exigerait une restructuration des régimes commerciaux et financiers mondiaux; mettre fin à la surconsommation et à la production non durable de produits de base tels que la viande, les produits laitiers, le bois et l'huile de palme (qui, entre eux, sont responsables de la majeure partie de la déforestation aujourd'hui); appliquer des moratoires sur l'extraction pétrolière et grands projets d'infrastructure dans les forêts; et freiner l'exploitation forestière, la production de bioénergie à grande échelle et le remplacement des forêts par des plantations commerciales d'arbres.

Parallèlement, l'approche globale de la conservation des forêts doit être inversée. Au lieu d'une prise de décision descendante et centralisée qui prive les titulaires de droits, une approche ascendante et fondée sur les droits qui respecte et protège le pouvoir politique et les droits de gouvernance des communautés

forestières est nécessaire. En particulier, les droits, les connaissances et pratiques traditionnelles des peuples autochtones devraient être au cœur des efforts de conservation, ainsi que la reconnaissance des droits et du rôle vital que les femmes jouent dans la conservation des forêts, et du fardeau disproportionné des impacts qu'elles assument. Il doit également y avoir plus de soutien dans les espaces politiques pour les initiatives alternatives et les pratiques traditionnelles de conservation et de restauration des forêts défendues par les peuples autochtones, les paysans, les femmes et les autres groupes de titulaires de droits.

La responsabilité historique du Nord en matière de changement climatique ne peut pas simplement être payée en investissant dans des projets REDD + dans le Sud, en particulier lorsque de puissants acteurs s'enfuient avec les fonds et en même temps refusent aux personnes mêmes qui ont conservé les forêts depuis des générations le droit de continuer à coexister avec leurs forêts de manière durable.

Cette publication a été rendue possible grâce à...

La contributions financières de la Fondation Tides / Patagonie et de la Société suédoise pour la conservation de la nature. Les opinions de cette publication ne reflètent pas nécessairement les opinions de nos contributeurs.



Swedish Society
for Nature Conservation